

rand. Parachuté au GAN en 1984, cet énarque de 43 ans a transité par le Club Méditerranée (directeur financier en 1980 et 1981) et la Datar (délégué de 1981 à 1984). Il a encore une belle carrière devant lui.

MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE : JEAN-CLAUDE JOLAIN

Dans la foulée de Chirac

Il hérite de la moins connue des quatre compagnies d'assurances nationales : la Mutuelle générale française. A 43 ans, Jean-Claude Jolain, énarque, parvient à la tête de la cinquième société d'assurances (11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1984). C'est un proche du Premier ministre : conseiller technique à Matignon de 1975 à 1976, il suit Chirac à la Mairie de Paris en 1977 et en devient le directeur des affaires économiques et financières en décembre 1982.

Il succède à Serge Barthélémy, trésorier-payeur général, puis directeur des Assurances au ministère de l'Economie, qui avait pantoufflé à la MGF en 1985 et que l'on dit lié à Jacques Delors.

PARIBAS : MICHEL FRANÇOIS-PONCET

Le rush du numéro cinq

C'est un homme du sérail, Michel François-Poncet (51 ans), qui vient d'être nommé à la tête de Paribas, numéro un français et européen des banques d'affaires. Il y a fait toute sa carrière, après Sciences-Po et Harvard. Président de Paribas-North America, il partage son temps entre le siège du Rockefeller Plaza de New York et la vieille maison de la rue d'Antin. Mais il n'était qu'en cinquième position dans l'état-major de celle-ci. Sans un coup de pouce de son ami Chirac, cette promotion interne n'aurait probablement pas eu lieu.



Michel-François-Poncet

A Paribas, ce qui a surpris, ce n'est pas seulement la nomination de Michel François-Poncet, c'est plutôt le limogeage de Jean-Yves Haberer (54 ans, énarque, inspecteur des Finances). Ce dernier se croyait protégé par les bons résultats de sa gestion, en dépit du grave incident de parcours de la filiale américaine Becker, larguée en catastrophe en 1984. Il avait des proches amis dans l'entourage de Jacques

Chirac et d'Edouard Balladur. Et nul ne lui reprochait sa nomination à Paribas par le pouvoir de gauche, en 1981.

Ce qui a causé sa perte, c'est d'avoir tenté d'anticiper sur la privatisation de son propre groupe par des manœuvres trop voyantes, et d'avoir fait une véritable campagne pour se maintenir en place. Cette pression personnelle a indisposé le tandem Chirac-Balladur...

PECHINEY : JEAN GANDOIS

Le retour d'un « dur »

C'est le parachuté par excellence ! A 56 ans, Jean Gandois — l'ancien président de Rhône-Poulenc qui avait préféré démissionner avec fracas en 1982, après la nationalisation de son groupe —, effectue un retour sur le devant de la scène industrielle tout aussi remarqué. Non pas chez Rhône-Poulenc mais chez Pechiney. Chassant du même coup Bernard Pache, un PDG considéré pourtant comme un technicien compétent et neutre...



Jean Gandois

Visiblement, ces derniers mois, Gandois (X, Ponts et Chaussées) préparait sa rentrée. Dès cet automne, il avait décidé de quitter la tête du groupe sidérurgique belge Cockerill-Sambre qu'il avait repris en main en 1983. Et en avril dernier, il acceptait une mission d'expertise et de propositions sur la sidérurgie que lui confiait Jacques Chirac. Jugé comme un patron dur, ce Limousin devrait vite se couler dans son nouvel habit.

RHÔNE-POULENC : JEAN-RENÉ FOURTOU

Giscard l'a voulu

Ex-directeur de cabinet, en 1981-1982, de Pierre Dreyfus, alors ministre de l'Industrie, Loïc Le Floch-Prigent (42 ans) « tombe » pour ses idées « de gauche ». Le militant socialiste a pourtant su se glisser, non sans talent, dans les habits de l'industriel. Comme en témoigne l'amélioration de la situation financière du numéro un tricolore de la chimie.



Jean-René Fourtou

Mieux : le patron breton avait fait preuve de bonne volonté en se déclarant, dès le mois de janvier, ouvertement favorable à la privatisation de son groupe... Le gouvernement a choisi de faire la sourde oreille et de parachuter Jean-René Fourtou, PDG du groupe Bossard (conseil en communication) et proche de l'UDF.

A la demande de Valéry Giscard d'Estaing, ce polytechnicien de 47 ans avait réalisé en 1983 un rapport sur le fonctionnement de l'UDF. Le rapport est depuis resté lettre morte mais Fourtou — lui — s'est fait remarquer au point d'être consulté régulièrement par l'ancien président. Sa nomination à la tête de Rhône-Poulenc est une bonne manière faite à Giscard.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : MARC VIÉNOT

Quatre ans d'attente

C'est un bel exemple de promotion interne : Marc Viénot, directeur général de la Société générale, succède à Jacques Mayoux. Mais cet exemple fait jaser tout Paris ! Parce que, depuis les révélations du « Canard enchaîné » sur les mauvaises affaires de la banque, au Brésil et à Singapour, on pensait les deux hommes condamnés ensemble...

Jacques Mayoux est arrivé à la Générale en 1982. Cet inspecteur des Finances est passé par la sidérurgie et a dirigé pendant douze ans le Crédit agricole. Mais on ne le considère pas vraiment comme un banquier. Il va bousculer les habitudes de l'établissement. Un exemple ? La tradition veut que les nouveaux directeurs d'agence fassent une visite ad limina au président. Il la supprime. Scandale. Il réorganise la maison, joue à fond l'informatique et fait prendre à la banque un tournant essentiel vers la clientèle des particuliers.

Mais il est autoritaire, un brin méprisant. Et les cadres ne le soutiennent pas. « Ni aucun ami politique », dit un défenseur du président sortant. Son successeur n'aura pas ces handicaps. On le dit giscardien. C'est un homme de la maison : il y est entré en 1973, après une carrière classique d'inspecteur des Finances (cabinets, Trésor, ambassades...). Et il ronge son frein depuis 1982. Il pensait alors succéder à Maurice Lauré. Il aura attendu quatre ans.